



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAZEAU RECYCLAGE SAS

28 rue Jules Vallès
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Code AIOT : 0006517644

N° RVAT : 63061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2025 dans l'établissement MAZEAU RECYCLAGE SAS implanté 35 route du bassin n°6 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite était de vérifier à nouveau le respect de l'injonction faite par l'article 12 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/09/2022, dont le non-respect restait constaté lors de la visite du 12/09/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAZEAU RECYCLAGE SAS
- 35 route du bassin n°6 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006517644
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAZEAU RECYCLAGE exerce une activité de tri, transit et de traitement mécanique de ferrailles et de matériaux non dangereux inertes issus d'opérations de démolition.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stockage des déchets	AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 12	Astreinte journalière (1937 €/j)	Immédiate

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a éliminé une quantité importante de ferrailles, permettant de réduire la hauteur des tas sous la limite des murs d'entreposage, mais ceux-ci restent de dimensions supérieures à celles autorisées par l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation de l'installation.
Leur organisation sur le site n'est également toujours pas conforme.

2-4) Fiche de constats

N° 1 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/09/2022, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Ferrailles réceptionnés
Prescription contrôlée : La société MAZEAU Recyclage SAS est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois, l'article 8.1.5.4, de l'arrêté préfectoral DRE 2015-142 du 3 août 2015 précité. Elle devra prendre les mesures nécessaires afin que les ferrailles entreposées sur site, en attente de cisailage soient mises en tas ne dépassant pas 10 mètres de diamètre et 4 mètres de hauteur ; que les tas constitués soit au maximum au nombre 5. Les ferrailles pressées devront également être mises en tas et ne pas dépasser 10 mètres de diamètre et 4 mètres de hauteur. Les tas en sortie de presse devront être au nombre de 4 au maximum et les tas entreposés sur l'air d'expédition devront être au nombre 5 au maximum.
Rappel des constats du 24/01/2023 <i>L'inspection constate la présence de tas de ferrailles entreposés sur site, en attente de cisailage d'une hauteur supérieure à 10 m et d'un diamètre supérieur à 10 m. L'inspection considère que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet. Suite à cette inspection, l'exploitant a déposé un porter à connaissance auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine pour demander, entre autres, une modification des tas de déchets avec une hauteur proposée de 6 m. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction. Dans l'attente des conclusions, les prescriptions actuelles sont toujours en vigueur.</i>
Rappel des constats du 12/09/2025 <i>L'inspection constate que des quantités très importantes de ferrailles sont stockées sur le site, y compris au niveau de l'aire d'entreposage dédiée aux matériaux de démolition situés côté ouest. L'organisation des tas ne correspond donc pas au dossier d'autorisation.</i> <i>Les tas de ferrailles, d'une hauteur supérieure à 4 mètres le jour de l'inspection (hauteur estimée à plus de 8 mètres), sont positionnés de telle manière que leur volume ne permet plus de différencier chaque tas alors que chaque tas doit normalement faire un diamètre de maximum 10 mètres comme le prescrit l'arrêté préfectoral du 03/08/2015.</i> <i>L'exploitant a indiqué qu'il avait fortement diminué l'activité "béton" et qu'il était désormais avant tout ferrailleur. C'est pourquoi de la ferraille supplémentaire est stockée à la place des déchets non dangereux inertes. L'exploitant a également indiqué que l'activité variait en fonction du cours de l'acier. Le jour de l'inspection, les cours étant bas, les stocks étaient importants.</i> <i>À noter que le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 09/02/2023 en vue de lui permettre de stocker de plus grandes quantités de ferrailles à des hauteurs plus importantes (8 mètres) a fait l'objet d'une déclaration d'irrecevabilité par l'inspection (cf. note du 08/10/2025).</i> <i>La situation constatée le 12/09/2025 crée des risques importants :</i> <ul style="list-style-type: none">• d'effondrement, y compris chez les tiers et dans la Seine ;• d'incendie, avec des impacts potentiels chez les tiers ; en outre, cet incendie serait fortement visible depuis le pont de l'A15 qui surplombe le site, occasionnant des risques d'accidents de la route.

Constats du 27/10/2025

1. Hauteurs

L'inspection des installations classées constate que la taille des tas de ferrailles a significativement diminué depuis l'inspection du 12/09/2025. L'exploitant indique que les ferrailles ont été évacuées par péniches de 400 tonnes et camions de 25 tonnes vers la Belgique.

Les tas de ferrailles ne dépassent plus les murs séparatifs des aires d'entreposage dont la hauteur indiquée par l'exploitant est comprise entre 4,8 m et 5,6 m. Leur hauteur est à présent :

- toujours supérieure à la hauteur maximale de 4 m fixée par l'article 8.1.5.4 de l'arrêté préfectoral n° 2015-142 du 03/08/2015 encadrant l'activité du site
- inférieure à celle de 6 m fixée par l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales encadrant la rubrique 2713 à enregistrement (Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux) dont les activités de l'installation relèvent.

C'est la première de ces deux valeurs qui est applicable. Si l'exploitant souhaite se voir appliquer la seconde de ces deux valeurs, il doit en faire la demande au préfet dans les formes prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Pour rappel, il avait, le 09/02/2023, adressé au préfet une demande relative à des hauteurs de 8 m, complétée le 03/11/2023, et rejetée par décision préfectorale du 22/10/2025.

L'exploitant a indiqué qu'il allait encore diminuer la hauteur des tas dans les prochains jours, de l'espace de stockage ayant été libéré.

2. Diamètres

L'inspection constate que les tas de ferrailles pressées ont un diamètre supérieur à 10 m, ce qui n'est pas conforme à l'article 8.1.5.4 de l'arrêté préfectoral 2015-142 encadrant l'activité du site.

3. Organisation

L'inspection constate que les tas de ferrailles restent positionnés de telle manière que leur volume ne permet plus de différencier chaque tas. En outre, les tas s'étendent sur la zone d'entreposage des matériaux de démolition amont. Par ailleurs, l'inspection constate un stockage de ferrailles sur le quai le long de la Seine, correspondant selon l'exploitant à un stockage temporaire, d'un à deux jours, avant élimination par péniche prévue le 29/10/2025.

L'organisation des tas ne correspond donc pas au dossier d'autorisation.

4. Conclusion

Bien que la situation se soit considérablement améliorée, l'article 12 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022-109 du 19/09/2022 n'est donc toujours pas totalement suivi d'effet

Il y a toujours lieu de maintenir la proposition d'astreinte journalière pour faire respecter l'arrêté préfectoral de mise en demeure suscité. Considérant l'amélioration de la situation, le montant proposé initialement est révisé à la baisse. (cf. page 3).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte journalière

Proposition de délais : Dès notification de l'arrêté

